

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

29 juin 2020

BIOÉTHIQUE - (N° 2658)

Rejeté

**SOUS-AMENDEMENT**

N° 1562

présenté par

M. Saulignac, rapporteur, Mme Battistel, M. Aviragnet, Mme Pau-Langevin, Mme Rabault, Mme Bareigts, Mme Biémouret, M. Jean-Louis Bricout, M. Alain David, Mme Laurence Dumont, M. Faure, M. Garot, M. David Habib, M. Hutin, M. Juanico, Mme Karamanli, M. Letchimy, Mme Manin, Mme Pires Beaune, M. Pueyo, Mme Rouaux, Mme Tolmont, Mme Untermaier, Mme Vainqueur-Christophe, M. Vallaud et Mme Victory

à l'amendement n° 1437 (Rect) de M. Touraine

-----

**ARTICLE 2**

I. – Au dixième alinéa, supprimer les mots :

« qui répond à des conditions d'âge fixées par décret en Conseil d'État, pris après avis de l'Agence de la biomédecine, ».

II. – Au même alinéa, substituer aux mots :

« prise en charge médicale »

les mots :

« évaluation et une prise en charge médicales ».

III. – Compléter le même alinéa par la phrase suivante :

« L'équipe clinicobiologique pluridisciplinaire apprécie si la personne remplit les critères d'âge pour en bénéficier, sur la base de recommandations de bonnes pratiques définies par un arrêté du ministre en charge de la santé après avis de l'Agence de la biomédecine. »

II. – En conséquence, après le même alinéa, insérer l'alinéa suivant :

« Les conditions d'âge nécessaires à la prise en charge par la solidarité nationale, au sens de l'article L. 160-8 du code de la sécurité sociale, sont précisées par décret en Conseil d'État, pris après avis de l'Agence de la biomédecine. »

---

## EXPOSÉ SOMMAIRE

Aujourd'hui, la loi autorise la conservation des ovocytes, uniquement pour des raisons médicales – si une maladie ou une intervention altère ou risque d'altérer la fertilité. Seule exception : une femme qui pratique un don d'ovocytes peut être autorisée à en conserver pour elle-même, sous conditions.

Par cet article 2, le Gouvernement entend ouvrir l'autoconservation des gamètes sans raison médicale et c'est une bonne chose. Il entend également supprimer l'exception existant aujourd'hui, à savoir l'autorisation d'autoconservation d'ovocytes pour les femmes qui pratiquent un don.

Cependant, les conditions d'âges seraient fixées par décret en Conseil d'État, pris après avis de l'Agence de la biomédecine. Or il est indiqué dans l'Étude d'impact que cette ouverture se ferait à partir de 30 ou 32 ans.

Le calcul de cet âge est justifié dans l'étude d'impact par une moyenne statistique. Une moyenne, donc.

Or de nombreuses femmes, de plus en plus de femmes, souffrent de pathologies telles que l'endométriose (qui se manifeste dès la puberté) ou l'insuffisance ovarienne prématurée (qui touche une femme sur dix mille avant vingt ans et une femme sur mille avant trente ans). Aujourd'hui, ces personnes se voient trop souvent refuser l'autoconservation de leurs ovocytes, même si elles souhaitent le faire pour des raisons médicales. Elles pourront donc se le voir refuser demain encore, alors qu'elles peuvent avoir une baisse drastique de leur fertilité dès 25 ans.

Contrairement à la conservation des spermatozoïdes, l'autoconservation des ovocytes nécessite une batterie d'exams et de traitements hormonaux. Une femme devra par ailleurs subir un prélèvement qui s'avère parfois très douloureux. Jamais une femme ne prendra cette décision à la légère.

18 ans, cela peut paraître jeune et certains sur ces bancs peuvent penser qu'une femme de 18 ans ne serait pas assez mature pour le faire. Pourtant, une femme de 18 ans peut se marier. Elle a le droit de vote et peut élire le Président de la république ainsi que les députés siégeant sur ces bancs.

Ce sous-amendement de repli du groupe Socialistes et Apparentés vise à assouplir l'accès à cette technique qui s'assimile à une mesure de prévention de l'infertilité liée à l'âge, en laissant aux équipes médicales spécialisées le soin d'apprécier, en fonction de chaque situation individuelle, l'opportunité d'une autoconservation. Cela relèvera de l'évaluation médicale préalable à toute prise en charge.

Cela permettrait d'y inclure des personnes de moins de 32 ans qui se voient aujourd'hui opposer un refus à l'autoconservation pour raison médicale, et qui pourront également se le voir refuser demain.